

7e édition

Résumé

Enquête sur le Budget Ouvert 2019



Lettre du Directeur Exécutif

L'Enquête sur le budget ouvert et le COVID-19

Au moment où j'écris ces lignes, la pandémie du COVID-19 fait des ravages dans le monde entier. La menace pour la santé publique, les dommages causés aux économies nationales et la perturbation de la vie quotidienne sont aussi bouleversants qu'effrayants – non seulement ici à Washington D.C. mais dans le monde entier – alors que les pays s'efforcent de contenir le virus et d'atténuer son impact. En cette période troublée, nous pensons à nos nombreux collègues du monde entier, en leur souhaitant bonne santé et sécurité.

En publiant cette enquête, nous sommes confrontés au même dilemme que celui auquel sont confrontées de nombreuses organisations : comment publier nos conclusions dans le contexte de cette crise mondiale généralisée ? Sont-elles toujours pertinentes dans ce nouveau contexte ? En effet, alors que nous travaillions sur le rapport, des manifestants étaient dans les rues de nombreuses villes du monde entier, exigeant de leurs dirigeants de meilleurs services et davantage de reddition de comptes. Aujourd'hui, les citoyens sont confinés chez eux et obligés de rester à l'écart les uns des autres, en se servant des médias sociaux et d'autres stratégies pour interagir avec les pouvoirs publics.

Dans ce contexte, nous pensons que notre enquête et les thématiques qu'elle couvre restent non seulement importantes, mais sont en fait plus déterminantes que jamais.

Les budgets joueront un rôle central dans la riposte des pouvoirs publics à ce virus et à ses effets. Nous soutenons fermement une action gouvernementale énergique et, comme d'autres, nous pensons que les dirigeants devraient accorder une attention particulière aux besoins des personnes vivant dans la pauvreté, qui sont particulièrement vulnérables aux effets dévastateurs du COVID-19 sur la santé et l'économie. Pour relever ces défis sans précédent, les gouvernements doivent rapidement modifier leurs priorités et réaligner leurs politiques fiscales et leurs politiques de dépenses. La hâte d'agir peut inciter certains dirigeants à renoncer à informer et à impliquer le public dans les mesures qu'ils prennent. Si la crise exige une action rapide et décisive, elle requiert néanmoins l'honnêteté, la transparence, l'engagement et, en fin de compte, la confiance du public – ces mêmes objectifs qui motivent l'Enquête sur le budget ouvert.

Comme nous le constatons dans cette enquête, menée avant la pandémie de la maladie à COVID-19, la plupart des gouvernements ne disposent pas de systèmes et de politiques de redevabilité nécessaires pour rendre leurs budgets totalement ouverts au public. Il existe des lacunes en matière de transparence budgétaire tout au long du cycle budgétaire, notamment en ce qui concerne la manière dont les gouvernements rendent publics les changements apportés aux budgets au cours de leur mise en œuvre. Ces lacunes

sont aggravées par la faiblesse du suivi par les corps législatifs et les auditeurs et par la rareté des possibilités de contribution du public. Les budgets sectoriels ne montrent généralement pas non plus comment les dépenses publiques améliorent la prestation des services essentiels, notamment les services de santé indispensables pour enrayer cette pandémie.

Ces lacunes nous préoccupent car pour améliorer le niveau de vie, les dépenses publiques doivent produire des résultats. Alors que les dépenses pour lutter contre la pandémie augmentent, nous nous rappelons que nos recherches précédentes ont montré que de nombreux gouvernements ne dépensent pas entièrement les budgets qui leur sont alloués ou n'expliquent pas les écarts par rapport à ces budgets. En particulier, la sous-utilisation des budgets alloués aux vaccins est particulièrement importante, même dans les pays où les pénuries de vaccins sont récurrentes. Ces lacunes vont probablement s'aggraver dans cette crise au moment même où les gouvernements doivent éviter la mauvaise utilisation des fonds et les inefficacités qui ont affaibli les ripostes aux catastrophes antérieures.

Les conséquences des décisions budgétaires d'aujourd'hui se feront sentir pendant des années à venir. Cette crise s'est déroulée à un moment où la frustration de l'opinion publique face aux inégalités criardes et à l'incapacité des pouvoirs publics à y remédier couvait. La confiance du public pourrait être davantage mise à mal si les gouvernements ne s'attaquent pas efficacement à la pandémie par des mesures qui ne paraissent pas arbitraires ou qui favorisent certains intérêts au détriment d'autres.

Heureusement, une issue différente est possible. Notre travail des deux dernières décennies montre clairement que des pratiques budgétaires ouvertes mènent à une plus grande équité et efficacité. Comme le montre ce rapport, le gouvernement peut prendre des mesures immédiates pour publier des informations supplémentaires sur les sites web existants sans encourir de coûts supplémentaires. Toutefois, une

plus grande transparence doit être associée à des possibilités notables de participation du public à l'élaboration des budgets afin d'obtenir de meilleurs résultats. Les organisations publiques et citoyennes peuvent être des sources d'information essentielles sur l'efficacité des services des pouvoirs publics. Elles contribuent également à tenir les communautés informées des programmes gouvernementaux et peuvent effectuer le suivi des performances des responsables publics et des prestataires.

Pour faire face à cette épidémie, les gouvernements doivent réfléchir de manière originale à la manière de faciliter la participation du public et d'en tirer profit. La société civile s'avérera être un partenaire novateur. En Afrique du Sud, par exemple, l'IBP fournit des données aux habitants des quartiers informels des grands centres métropolitains afin qu'ils puissent fournir un retour d'information en temps réel sur les services gouvernementaux durant la pandémie, par exemple pour savoir si les toilettes publiques ont été nettoyées. Ces informations aideront les responsables gouvernementaux à comprendre les besoins des communautés et la qualité des services et, le cas échéant, aideront les communautés à demander des comptes au gouvernement. Le partenaire de l'IBP en Argentine, ACIJ, avec ses partenaires alliés, travaille avec les sans-abris de Buenos Aires pour mieux communiquer sur leurs besoins et les dépenses publiques qui pourraient accroître leur résilience face à l'épidémie. Ce ne sont là que deux exemples de la manière dont les organisations citoyennes mettent en relation les citoyens et les pouvoirs publics.

Dans ce rapport de l'Enquête sur le budget ouvert, nous lançons un appel mondial à l'action pour que les gouvernements fassent des progrès durables en matière d'accès du public aux informations budgétaires, de possibilités de participation du public aux budgets et de suivi efficace de l'exécution du budget. La pandémie rend encore plus urgent le besoin pour les gouvernements de tenir compte de cet appel et d'agir de manière décisive sur ce front.

Nous appelons les gouvernements à adopter des politiques budgétaires permettant d'atténuer les effets néfastes du COVID-19 et, ce faisant, à adopter des processus budgétaires qui rétablissent la confiance du public et forge un avenir plus solidaire.

Personne ne sait précisément comment cette pandémie va se dérouler. Mais je sais que, si nous travaillons seuls, la contribution de l'IBP à la réduction de ses effets sera, au mieux, marginale. Nous sommes prêts à travailler

avec des partenaires citoyens, des gouvernements et des agences internationales du monde entier pour mettre en place des systèmes budgétaires qui permettent de relever ce défi et ceux à venir. Il est certain que les systèmes à budget ouvert ne peuvent à eux seuls résoudre la pandémie. Mais ils peuvent renforcer les liens entre les citoyens et les pouvoirs publics et améliorer la prestation des services publics, maintenant et à l'avenir.



Warren Krafchik

Directeur exécutif

Mars 2020



Santiago, Chili : manifestation de masse. 25 octobre 2019.

Résumé

Tollé mondial pour l'équité et le droit à la parole

Dans les mois qui ont précédé la publication de cette Enquête sur le budget ouvert, des manifestants sont descendus dans les rues du monde entier, en France, au Liban, au Chili, en Colombie, en Iran, en Irak, en Haïti et en Équateur. Les éléments déclencheurs de ces soulèvements semblent souvent mineurs, comme une augmentation de 0,04 \$ du prix du métro au Chili ou une taxe sur l'utilisation de WhatsApp au Liban. Pourtant, l'ampleur de la mobilisation populaire que ces changements ont provoquée révèle des problèmes sous-jacents plus importants de difficultés économiques, d'inégalités flagrantes et de corruption perçue des élites politiques. Lorsque les populations ont le sentiment que les systèmes économiques élargissent les divisions et ne profitent qu'à quelques-uns, elles demandent une transformation qui leur apporte une plus grande équité et leur permette de s'exprimer sur les politiques qui affectent leur vie.

Un fil conducteur se dégage de nombre de ces protestations : un lien avec les finances publiques et les budgets des gouvernements. Les populations réagissent lorsque les impôts sont augmentés pour les pauvres, mais que les riches en sont exemptés. Les populations se mettent en colère lorsque les prix des denrées alimentaires et du carburant augmentent, alors que les fonds publics sont mal utilisés. Les décisions budgétaires – qui définissent les priorités et les politiques de mobilisation et de dépense des fonds publics – ont un impact sur tout le monde. Trop souvent, seuls les puissants et les privilégiés peuvent influencer ces choix. Pour d'autres, en particulier les personnes

vivant dans la pauvreté pour lesquelles les services financés par des fonds publics sont les plus importants, les budgets restent un processus lointain et compliqué qui n'est ni clairement expliqué ni ouvert à la discussion.

Ces systèmes d'exclusion dans la budgétisation peuvent et doivent changer. Les pays qui ouvrent leur budget peuvent réorienter la recrudescence de la mobilisation publique vers des engagements constructifs qui aident à formuler de nouvelles orientations politiques. Les quelques pays qui ont déjà des systèmes de budgétisation plus ouverts ont un engagement démocratique plus fort, une plus grande équité et de meilleurs résultats en matière de développement. Des niveaux de transparence plus élevés sont associés à des déficits plus faibles, des coûts d'emprunt moins élevés et une comptabilité plus crédible. Une plus grande participation à la budgétisation est liée à une prestation de services efficace et à une plus grande disposition à payer des impôts. Alors que les sociétés se battent pour réparer les contrats sociaux rompus, la budgétisation ouverte peut permettre de rétablir le lien entre les gouvernements et les citoyens de manière à promouvoir le bien-être de chacun.

Évaluation des budgets ouverts : transparence, participation et contrôle

Tous les citoyens devraient avoir accès à des informations pertinentes sur la manière dont les ressources publiques sont mobilisées et dépensées, aux possibilités de contribuer aux décisions politiques qui affectent leurs moyens de subsistance et leur

avenir et à s'assurer qu'un contrôle budgétaire fort est exercé par les corps législatifs et des institutions de contrôle indépendants. Ces trois domaines sont à la base de l'Enquête sur le budget ouvert (EBO) – la seule mesure indépendante et comparative au monde de la transparence fiscale, de la participation du public et du contrôle au niveau du gouvernement central.

Ce rapport présente les conclusions globales de l'Enquête sur le budget ouvert 2019 – la septième évaluation depuis le lancement de l'EBO en 2006. La recherche dans le cadre de l'EBO 2019 a été menée dans 117 pays par des groupes de la société civile et des experts des questions budgétaires et a été examinée par des experts indépendants anonymes. Les gouvernements ont été invités à commenter les résultats préliminaires et la majorité l'a fait. L'Enquête mesure les pratiques gouvernementales par rapport aux normes internationales sur la rapidité et la quantité d'informations budgétaires rendues publiques, les possibilités véritables de participation du public au budget et sur le rôle des institutions de contrôle formelles.

Encourager les progrès en matière de transparence budgétaire

L'EBO 2019 constate une modeste amélioration globale de la transparence budgétaire, ce qui est conforme à la tendance générale mesurée par l'Enquête au cours de la dernière décennie. Pour les 77 pays évalués lors de chaque cycle entre l'EBO 2008 et l'EBO 2019, le score global moyen pour la mesure de la transparence budgétaire de l'EBO – également appelée Indice du budget ouvert – a augmenté de 20 %, passant de 41 à 49 sur 100. Malgré cette amélioration, le score moyen de ces pays est toujours inférieur à 61, considéré comme le niveau minimum de transparence budgétaire qui permet une implication substantielle du public tout au long du processus budgétaire. Plusieurs régions affichent une tendance constante à la hausse, notamment en Europe de l'Est et en Asie centrale, en Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

C'est un retour salutaire aux progrès réalisés par rapport aux résultats de la précédente évaluation de l'EBO, où les notes globales de transparence ont baissé pour la première fois. En 2019, la moyenne mondiale est légèrement supérieure au niveau de 2015, faisant de ce cycle le niveau mondial de transparence budgétaire le plus élevé depuis le lancement de l'Enquête.

Mais le manque de transparence persistant nuit à l'instauration d'un véritable dialogue public

Si ces progrès sont porteurs d'espoir, les niveaux actuels d'informations budgétaires accessibles au public restent limités : la note moyenne mondiale en matière de transparence est de 45 sur 100. Seuls 31 des 117 pays étudiés ont un niveau de transparence budgétaire suffisant. Cela signifie que les trois quarts des pays étudiés ne sont pas suffisamment transparents.

Les gouvernements omettent souvent de publier les principaux documents budgétaires qui devraient expliquer clairement les politiques, les décisions et les résultats budgétaires. Un tiers des huit documents budgétaires clés qui devraient être publiés dans le monde entier ne sont pas accessibles au public. Les gouvernements publient plus d'informations au cours de la phase de formulation et d'approbation de leur processus budgétaire qu'ils n'en publient sur l'exécution, ce qui nuit à la redevabilité du gouvernement en matière de dépenses du budget tel qu'il a été approuvé par le corps législatif.

Même lorsque les documents budgétaires sont publiés, ils ne contiennent souvent pas le type d'informations que les citoyens souhaitent voir. Un examen plus approfondi des budgets de la santé et de l'éducation dans 28 des pays étudiés montre qu'ils ne disposent pas du type d'informations nécessaires pour contrôler la prestation des services. Le niveau de la dette mondiale augmente de façon vertigineuse, mais les budgets ne contiennent pas de détails sur les niveaux, les risques et la viabilité de la dette publique.



Les étudiants protestent contre les coupes budgétaires et le gel des dépenses dans le budget de l'éducation. Sao Paulo, Brésil, mai 2019.

De nombreuses organisations se concentrent désormais sur l'équité fiscale et l'augmentation des recettes, mais peu de pays fournissent des rapports détaillés sur les dépenses fiscales, c'est-à-dire les recettes perdues en raison des allègements ou des exonérations accordés aux entreprises ou aux particuliers.

Les gouvernements peuvent œuvrer davantage pour identifier les besoins du public en matière d'informations budgétaires. Même parmi les 72 gouvernements qui publient un budget des citoyens, démontrant ainsi leur intérêt à fournir aux citoyens des informations plus accessibles sur les politiques budgétaires, deux tiers le font sans consulter au préalable le public sur le type d'informations qui les intéressent, ce qui limite l'utilité et l'impact éventuel de ces pratiques axées sur les citoyens.

Des progrès plus rapides sont possibles si les pays peuvent maintenir les améliorations

Les améliorations rapides observés dans certains pays au cours de la dernière décennie montrent qu'un changement notable est possible dans un court laps de temps lorsque les pays s'engagent dans des réformes de budgétisation ouverte. Le Guatemala, l'Indonésie, la République Kirghize et l'Ukraine ont tous atteint ou dépassé un score de transparence de 61 lors des deux derniers cycles de l'EBO. L'on rencontre des exemples de pratiques de transparence budgétaire plus marquées dans presque toutes les régions du monde. Six des sept régions du monde ont au moins un pays qui obtient un score de 61 ou plus – l'Asie du Sud étant l'exception.

Toutefois, l'inconstance des améliorations est une préoccupation majeure, car de nombreux pays ont des performances irrégulières en matière de transparence budgétaire. L'un des problèmes est la volatilité de la

publication des documents, étant donné que les pays commencent et arrêtent la publication plusieurs fois au cours de plusieurs cycles de l'EBO. Dans d'autres cas, les pays régressent et cessent de publier les documents qu'ils ont antérieurement publiés. Par exemple, deux pays d'Asie du Sud – l'Inde et le Sri Lanka – ont obtenu des scores supérieurs à 61 lors de précédentes évaluations de l'EBO, mais ont entre-temps cessé de publier des documents clés et n'offrent plus qu'un niveau de transparence limité.

La volatilité et la régression des performances montrent un manque persistant d'institutionnalisation des pratiques et des réformes en matière de transparence budgétaire. Cela se produit malgré une décennie ou plus de réformes connexes promues par les acteurs internationaux et malgré le fait que de nombreux pays ont intégré les principes de transparence dans la législation principale sur la gestion des finances publiques.

Place à l'innovation en matière de participation du public

Les demandes des citoyens pour une plus grande participation au processus budgétaire continuent d'être contrariées. Les scores moyens au niveau mondial sur la mesure de la participation de l'EBO restent à des niveaux lamentables : 14 sur 100. Même les gouvernements qui publient suffisamment d'informations pour favoriser un débat public éclairé sur les politiques budgétaires offrent peu d'espaces où ces débats – et le dialogue direct entre le gouvernement et les citoyens – peuvent avoir lieu. Lorsque des possibilités de participation du public existent, seule une poignée de gouvernements prennent des mesures concrètes pour inclure les personnes vivant dans la pauvreté et d'autres groupes sous-représentés, excluant de facto ceux qui sont le plus susceptibles d'être affectés par des budgets inéquitables.

La participation publique ne devrait pas être aussi sombre. Certains gouvernements expérimentent des moyens innovants pour combler le fossé entre

l'État et les citoyens. Par exemple, le gouvernement mexicain a mis en place un système de « contrôleurs sociaux » où les programmes sociaux qui bénéficient principalement aux communautés défavorisées sont directement contrôlés par des comités de bénéficiaires des programmes.

La Corée du Sud et le Portugal ont récemment lancé la budgétisation participative au niveau du gouvernement national. En Sierra Leone, le gouvernement élargit les consultations avec le public pendant la rédaction du projet de budget par le biais d'audiences politiques et de discussions budgétaires. Dans le cadre d'une expérience de grande envergure, le gouvernement néo-zélandais a récemment demandé au public de participer à l'élaboration de son premier "budget pour le bien-être" et a partagé ses commentaires sur la façon dont les opinions du public ont été utilisées pour alimenter les différents instruments qui soutiennent cette nouvelle approche. Ces pays sont des exemples pour d'autres sur la façon de commencer à piloter de nouveaux efforts de participation du public.

Un contrôle plus strict est nécessaire pour garantir la mise en œuvre intégrale des budgets

L'EBO examine le rôle des organes de contrôle formels, tels que le corps législatif et les institutions supérieures de contrôle (ISC) consistant à demander des comptes à l'Exécutif tout au long du processus budgétaire. Ces organes peuvent renforcer la transparence et veiller à ce que les budgets soient exécutés conformément à leurs objectifs affichés. Pour que ce système fonctionne dans la pratique, les deux institutions doivent être indépendantes et se renforcer mutuellement en matière de reddition de comptes. Toutefois, seuls 30 des 117 pays étudiés ont obtenu des notes suffisantes à la fois pour l'ISC et pour le contrôle législatif.

Le contrôle législatif de l'exécution du budget et les résultats des audits sont des domaines dans lesquels les pratiques de contrôle sont limitées. Un défi pour

de nombreux corps législatifs est que l'Exécutif peut ne pas tenir compte des budgets approuvés : trois pouvoirs exécutifs sur cinq transfèrent des fonds entre ministères ou départements sans l'approbation préalable des corps législatifs. L'examen des rapports d'audit par le pouvoir législatif est également limité : un tiers des corps législatifs ne discutent pas du tout du rapport d'audit. Ce manque de contrôle des résultats d'audit nuit également à l'efficacité des recommandations d'audit et 59 % des pays étudiés ne publient aucun rapport sur les mesures correctives prises en réponse aux audits.

Imaginer un avenir plus ouvert

De nombreux gouvernements ont déjà reconnu la valeur de l'ouverture budgétaire en intégrant la transparence dans leurs lois et règlements. Les progrès constants observés en matière d'ouverture budgétaire au cours de la dernière décennie montrent que les gouvernements s'efforcent de traduire ces principes et normes en meilleures pratiques. Cependant, la plupart des pays sont encore loin d'atteindre les normes minimales de pratiques acceptables. Le manque de transparence, la rareté des possibilités de participation et les lacunes en matière de contrôle empêchent la plupart des pays de matérialiser les avantages potentiels d'une plus grande ouverture des politiques budgétaires.

Imaginez ce qui pourrait arriver si toute l'énergie et le temps que les populations consacrent aux manifestations de rue pour lutter contre les politiques inévitables pouvaient au contraire être canalisés vers un débat constructif et une collaboration entre les États et les citoyens. Pour que cela se produise, l'ouverture budgétaire doit être reconnue comme un élément important de toute stratégie de renouveau économique et politique.

Si de nombreux gouvernements et citoyens ont adopté le programme de budgétisation ouverte, certains pays peinent à traduire leurs bonnes intentions en meilleures pratiques et d'autres ne sont peut-être pas encore convaincus. Certains dirigeants pourraient encore croire

qu'ils bénéficient de l'opacité et résister aux efforts visant à leur faire rendre des comptes – un choix fait au détriment de leur peuple et, comme le montrent les troubles généralisés, souvent à leurs propres risques et péril. Les progrès en matière de réforme de la budgétisation ouverte sont beaucoup trop lents pour contrer la frustration croissante face à l'état d'exclusion et d'inégalité et pour aller vers la réalisation des objectifs de développement. Pour relever ces défis urgents, les pays doivent dès à présent réaliser des progrès rapides et significatifs en matière de budgétisation ouverte.

Un appel mondial à l'action réunissant toutes les parties prenantes

Un effort mondial d'activisme commun et soutenu est nécessaire pour accélérer les progrès et tenir les promesses d'une budgétisation ouverte à tous les citoyens. Pour ce faire, nous devons adopter une nouvelle approche qui rassemble toutes les parties prenantes par la collaboration, l'engagement et le partenariat. Sur la base de 13 années de conduite de l'EBO, nous appelons les gouvernements à travailler avec toutes les parties prenantes pour atteindre conjointement quatre objectifs ambitieux, mais réalisables, au cours des cinq prochaines années :

1. Assurer des niveaux suffisants de transparence budgétaire.

Les pays obtiennent un score de 61 ou plus sur la mesure de transparence budgétaire de l'EBO, le critère de référence pour fournir des niveaux d'information suffisants. Les gouvernements rendent publics au moins six des huit documents budgétaires clés et les documents budgétaires contiennent des informations budgétaires utiles et pertinentes qui sont guidées par la demande du public. Les informations budgétaires sont entièrement accessibles au public, y compris l'accès en ligne à des données ouvertes en temps réel, faciles à comprendre, à modifier et à exploiter.

2. Renforcer la participation du public dans le processus budgétaire. Les pays obtiennent un score de 41 et plus sur la mesure de la participation du public de l'EBO, le point de référence pour les niveaux modérés de participation du public. Les gouvernements offrent au moins une possibilité de participation du public au processus budgétaire pour les trois branches du gouvernement : Exécutif, Législatif et ISC, et appliquent les principes de l'initiative GIFT pour la participation du public aux politiques fiscales.

3. Renforcer le suivi et le contrôle de l'exécution du budget. Les pays prennent des mesures pour s'assurer que leurs budgets soient pleinement exécutés conformément à leurs objectifs et que tout manquement aux budgets approuvés soit dûment expliqué au public. Les pouvoirs législatifs renforcent leur contrôle de l'exécution du budget et invitent le public à participer et à s'engager. Les auditeurs enquêtent sur les écarts entre les budgets prévus

et exécutés, avec la participation du public si possible, et publient leurs conclusions. Les corps législatifs et les institutions supérieures de contrôle assurent un suivi et veillent à ce que les gouvernements prennent des mesures correctives pour donner suite aux recommandations des audits.

4. Poursuivre les améliorations en matière de budget ouvert. Les pays accélèrent et pérennisent les progrès des réformes de la budgétisation ouverte. Les gouvernements institutionnalisent la transparence budgétaire et les pratiques de participation, prennent des engagements publics en matière de budgétisation ouverte, intègrent de nouvelles pratiques de budgétisation ouverte dans la législation et la réglementation et investissent dans le renforcement des capacités et des institutions pour les réformes de budgétisation ouverte.

L'Enquête sur le budget ouvert est en ligne sur
www.internationalbudget.org/open-budget-survey

Le siège de l'International Budget Partnership :
750 First Street NE, Suite 700
Washington, D.C. 20002
Tel: +1 202 683 7171

L'IBP a également des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, au Sénégal, au Ghana, au Nigeria, en Indonésie et en Inde, ainsi que des membres du personnel basés au Brésil, au Canada, en Allemagne et au Royaume-Uni.

Pour plus d'informations sur l'IBP :
info@internationalbudget.org ou visitez
www.internationalbudget.org



OpenBudgets



InternationalBudgetPartnership



internationalbudgetpartnership

Designed by Soapbox
www.designbysoapbox.com

**Open
Budget
Survey
2019**